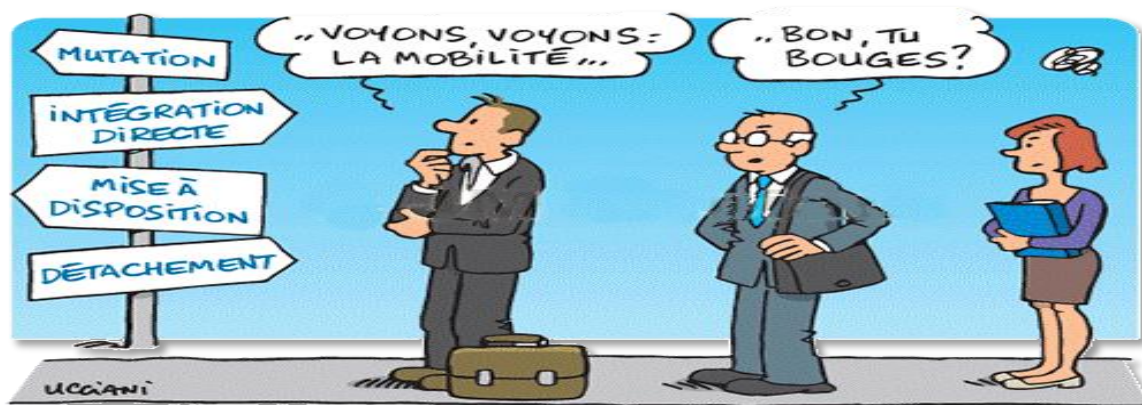


Un service public démantelé et rançonné

Nous vivons actuellement une profonde mutation sociale. Les rapports de force issus de la dernière guerre et les luttes ouvrières des années 50 et 60 avaient permis de **créer des services publics soucieux du bien commun**.

Aujourd'hui, les systèmes de protection sociale, d'aide sociale, de santé et de sécurité publique, les secteurs publics des transports, de l'énergie, de l'Education, de la Culture, de l'eau, les administrations nationales ou locales, **tout le paysage institutionnel sécurisant qui nous entourait est ébranlé**.

Cette destruction a sciemment été mise en œuvre depuis les années 1980 et elle s'accélère honteusement depuis peu. L'impératif a été de privilégier partout les investissements privés, mais nous en arrivons maintenant à un **véritable détournement de nos impôts et de nos cotisations dans la poche des plus riches**.



Un service public sacrifié au profit des investisseurs

Pour assurer une rentabilité maximale aux investissements privés, il faut diminuer les impôts et cotisations sociales susceptibles de diminuer leur rendement.

L'évolution de l'ensemble des budgets publics français est donc limité à 3 % par l'Union Européenne libérale, les fonds affectés à la Sécurité Sociale sont en constante diminution et le budget de toutes les grandes collectivités françaises est contraint dans un taux d'évolution de 1,2 % par an jusqu'en 2020.

Ce sont les usagers et les agents publics qui sont les victimes de ces restrictions qui, par ailleurs, peuvent conduire à une récession à grande échelle d'autant qu'elles sont par essence sans limites. Dans ce cas, ne vous inquiétez pas, les capitaux quitteront rapidement le pays comme ils l'ont fait ailleurs.

Elus, économistes, hauts fonctionnaires et journalistes orchestrent un matraquage médiatique sur cet impératif d'austérité mais prennent toutefois bien soin à ce que cette « purge » ne s'applique pas à leurs revenus personnels.

Toujours dans une logique de privilégier les investissements privés, il est partout recherché de nouvelles opportunités de placement d'autant que beaucoup de régions du monde ont été exploitées ou que les gens y sont devenus trop pauvres. *Nos secteurs publics gratuits ou avec des coûts réglementés font alors figure d'eldorado.*

Un patrimoine que nous avons financé par nos impôts ou nos cotisations bascule donc dans le secteur privé et plutôt que de bénéficier de tarifs et d'objectifs centrés sur le bien commun, il faut nous soumettre au diktat des actionnaires.

Alors que les privatisations ne concernaient au début que les établissements publics industriels et commerciaux, celles-ci s'étendent maintenant à tous les secteurs de l'action publique via les partenariats publics-privés notamment : sécurité publique, prise en charge du grand âge, du handicap, de la Protection de l'Enfance, de la retraite, de la Santé.

Or ces privatisations que les larbins cités plus haut nous **présentent comme plus économiques et garantissant une gestion plus optimale** se révèlent toujours comme des opérations de libéralisation sauvage incontrôlée et profondément nuisibles au service (le Royaume Uni en recèle d'inépuisables exemples). **Les agents publics quant à eux sont plus directement touchés à trois titres : leur rémunération et leur retraite sont bloqués voire diminuent, ils sont soumis à une logique de rentabilité étrangère au service public et on leur demande d'en faire toujours plus dans une logique de taylorisme généralisé.**

Cela pourrait suffire mais l'arrogance des riches est maintenant totalement débridée.



Une spoliation de nos impôts et de nos cotisations sociales

En 2018 et sur 5 ans les allègements fiscaux aux entreprises se sont élevés à 116 milliards d'euros. Cet « assistantat » ira pour une bonne part grossir les dividendes distribués à leurs actionnaires.

Notre chère dette publique confiée aux Banques privées génère 40 milliards d'€ de revenus par an au bénéfice des prêteurs privés. (Si l'Etat avait recouru à des emprunts directement auprès des ménages ou des banques à un taux d'intérêt réel de 2 %, la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 29 points de PIB à son niveau actuel). La suppression de l'ISF fait perdre 3 milliards d'€ au budget national pour les réorienter vers la poche de spéculateurs boursiers.

Le groupe Carrefour perçoit 744 millions d'€ de CICE, verse 500 millions d'€ à ses actionnaires (et supprime 2500 emplois).

Le montant des niches fiscales a atteint 99.8 milliards d'euros en 2018 (qui en profite ?).



Et l'on vous fait grâce de la fraude fiscale ou sociale contre laquelle rien n'est réellement engagé et qu'il nous faut compenser par toujours plus de taxes et d'impôts. Maintenant en pleine lumière, il y a un prélèvement de la richesse collectivement collectée par nos impôts et nos cotisations pour la reverser (directement cette fois-ci) aux plus fortunés. **C'est un vol ! Les 500 familles françaises les plus riches possédaient la valeur de 7 % du PIB en 2000, 27 % en 2016, 30 % aujourd'hui et en parallèle le service public ne cesse de se dégrader.** Cet abus ne prendra fin que si, collectivement, on l'arrête car nous avons face à nous des gens d'une cupidité aveugle et parfaitement immoraux. Que celui (ou celle) qui accepte de s'affamer ou de partir en « burn-out » pour la rentabilité des patrimoines de M. Bernard Arnaud ou de M. François Pinault lève la main ...

Mardi 24 Septembre 2019

RDV 10H30 Cité administrative

Tous en grève et en manifestation !